

Quelles innovations territoriales dans des territoires marginalisés au Nordeste du Brésil ?

Jean-Philippe Tonneau¹
Marc Piraux^{1,2}
Émilie Coudel³

¹ Cirad
UMR TETIS
TA C-91
Campus international de Baillarguet
34398 Montpellier cedex 5
France
<jean-philippe.tonneau@cirad.fr>
<marc.piraux@cirad.fr>

² Université fédérale do Para
Núcleo de ciências agrárias
e desenvolvimento rural
Rua Augusto Correa s/n
Guamá
CEP 66 075 110
Belém
Pará
Brésil

³ Cirad
UR Green
TA C-47/F
Campus international de Baillarguet
34398 Montpellier cedex 5
France
<emilie.coudel@cirad.fr>

Résumé

Le développement territorial durable requiert des innovations aussi bien techniques, que sociales et institutionnelles. Favoriser ces innovations est l'objectif des récentes démarches d'ingénierie territoriale qui adaptent les processus d'innovation développés en entreprise. Dans cet article, la pertinence de cette orientation est discutée en s'appuyant sur les enseignements d'une recherche-action, menée dans un territoire « fragilisé » : l'« Alto Sertão do Piauí et du Pernambouco », dans le Nordeste brésilien. À partir de différents éléments des théories de l'innovation, nous analysons les résultats de cette expérimentation et nous en tirons quelques enseignements en termes de politiques publiques. Nous montrons notamment l'importance de la construction des compétences locales et du renforcement de la capacité d'innovation. Un autre point souligné est l'enjeu de l'institutionnalisation des dispositifs de gouvernance territoriale.

Mots clés : aménagement du territoire ; Brésil ; développement des compétences ; formation ; innovation ; participation.

Thèmes : économie et développement rural ; formation ; méthodes et outils.

Abstract

Territorial innovation in the Brazilian Nordeste

Sustainable territorial development requires not only technical, but also social and institutional innovation. Promoting such innovation is the aim of the recent regional planning approaches, and it relies upon adapting the innovation processes developed in organisations. In this article, the relevance of this approach is discussed on the basis of lessons drawn from an action research conducted in a “fragile” territory: the “Alto Sertão do Piauí e Pernambuco”, in the Brazilian Nordeste. Based on different elements taken from innovation theory, we analyze the results of this experiment and draw some insight in terms of public policy. We show the importance of building local competencies and strengthening the innovation capacity. One of the main challenges is the institutionalization of territorial governance arrangements.

Key words: Brazil; capacity building; innovation; land use planning; participation; training.

Subjects: economy and rural development; tools and methods; training.

Pour citer cet article : Tonneau JP, Piraux M, Coudel É, 2011. Quelles innovations territoriales dans des territoires marginalisés au Nordeste du Brésil ? *Cah Agric* 20 : 235-40. doi : 10.1684/agr.2011.0487

Le développement durable, d'abord l'innovation

Face aux défis que doivent aujourd'hui relever nos sociétés (sécurité alimentaire, réduction de la pauvreté, gestion des ressources renouvelables et des énergies fossiles, changement climatique), le concept de développement durable se généralise. La définition de Brundtland est bien connue et devient une référence obligatoire (Brundtland, 1987). Elle souligne d'abord une certaine contradiction entre des logiques économiques et marchandes (compétitivité, attractivité, performance du système productif au sens large), des logiques sociales (solidarité, extension de l'intérêt collectif, progrès humain), et des logiques environnementales (pérennité de l'écosystème local ou global). Face à ces contradictions, s'il est facile d'identifier les enjeux, il l'est beaucoup moins de proposer des programmes d'actions adaptés et des pratiques pertinentes (Kemp *et al.*, 2005). Nos sociétés semblent encore trop souvent incapables de mettre en œuvre le développement durable.

Le constat est plus criant dans les territoires « marginalisés ». L'inadaptation des modèles de développement inspirés des théories des étapes de la croissance (Rostow, 1960) y est marquée ; les politiques de rattrapage, en particulier les politiques de transferts technologiques, ont été inefficaces. La transmission de savoirs *via* l'expertise et la communication scientifique reste limitée (Benor et Baxter, 1984). Le constat de cette limite amène à préconiser un processus plus complexe de développement de compétences (Bouilloud, 2000) et des capacités collectives d'adaptation (Folke *et al.*, 2003) et d'innovation, processus au cœur des démarches d'ingénierie territoriale.

Pour vérifier la pertinence de cette orientation nous nous appuyons sur une recherche-action pour le développement d'un territoire « fragilisé » du « Alto Sertão du Piauí et du Pernambuco » au Nordeste du Brésil. Cette expérience s'est déroulée dans le cadre des politiques innovantes que le Brésil a mises en œuvre depuis une

vingtaine d'années et qui en font un véritable laboratoire de la lutte contre la pauvreté. À partir d'une analyse des théories de l'innovation, nous proposons dans une première partie un cadre théorique autour du développement des compétences. Dans la deuxième partie, nous présentons l'expérience. Dans la troisième partie, nous analysons les résultats et en tirons quelques enseignements.

Accompagner l'innovation territoriale

S'inspirer de l'analyse des processus d'innovation en entreprise

Les analyses développées en entreprise cherchent à identifier des leviers d'action pour entretenir une capacité permanente à innover (Senge, 1990). Selon Argyris et Schön (1978), ce sont les individus qui créent de nouvelles connaissances et le rôle du processus d'apprentissage organisationnel est de permettre la cristallisation de la connaissance au niveau collectif de l'organisation. « *L'innovation trouve de plus en plus son cadre dans des systèmes d'acteurs et tire son efficacité de la complémentarité des compétences disponibles et de la qualité des dispositifs de coordination mis en jeu.* » (Zimmermann, 2002). Ainsi, accompagner les processus d'innovation semble passer par la mise en œuvre de dispositifs de coordination qui encouragent non seulement l'apprentissage des acteurs (pour la construction de compétences), mais aussi une production de connaissances, autour de questions et situations précises. Nos travaux de recherche ont eu pour objet d'adapter les processus d'innovation en entreprise à l'innovation territoriale, en liant coordination (choix de projets, décision), production de connaissances et construction de compétences (expérimentation, formation).

L'adaptation n'est pas aisée. Le projet territorial est bien plus complexe que le projet de production de biens ou de services en entreprise. Les objectifs sont multiples et les intérêts des

acteurs sont divers ; les dispositifs de coordination sont plus lâches et relèvent plus de la gouvernance que de la direction (Leloup *et al.*, 2005) : favoriser l'action collective devient une priorité. Cela justifie d'insister sur les dimensions d'apprentissage et de renforcement de compétences (Laverack et Labonte, 2000 ; Vasconcelos, 2004). L'hypothèse est que le renforcement des compétences peut faciliter l'action collective et permettre d'alléger le poids des contraintes de coordination.

Quelles compétences pour le développement territorial ?

Les compétences se rapportent aux décisions et aux actions. Une compétence est un « pouvoir » pour agir, non en termes absolus, mais en fonction d'une situation donnée (Zarifian, 2001 ; Sen, 2003). Les compétences permettent ainsi « d'inventer » une réponse appropriée et de ne pas reproduire des réponses stéréotypées (Perrenoud, 2004). L'enjeu est bien de « produire » des compétences et des pratiques adaptées à chacune des situations vécues.

Les compétences nécessaires au développement sont liées à la fonction d'agents de développement et font ressortir les rôles de médiation entre différents mondes, et de traduction au niveau local des transformations globales (Barthe-Baldellon *et al.*, 2004). Cette fonction est celle d'une coordination complexe qui suppose une augmentation des compétences de « management » et un passage de compétences individuelles à des compétences collectives.

Créer des compétences ?

Créer des compétences relève d'un processus d'apprentissage. L'économie de la connaissance (Foray, 2000) montre la liaison entre connaissance, information et action : par l'observation de la réalité, on obtient des données ; en formatant et structurant des ensembles de données brutes, il est possible d'obtenir des informations, c'est-à-dire des énoncés qui ont du sens au sein d'un collectif ; puis en associant l'information à l'apprentissage, l'individu produit de la connaissance et des compétences pour

éclairer et orienter un processus de réflexion collective.

La difficulté est de réussir à combiner l'acquisition de compétences et leur mobilisation (Coudel et Tonneau, 2010). Nous sommes ici dans le domaine de la recherche-action qui a un double objectif : « *transformer la réalité et produire des connaissances concernant ces transformations* » (Hugon et Seibel, 1988). Les recherche-actions permettent à la fois l'implication dans la réalité (et donc la possibilité de développer des apprentissages tacites) et la création d'interactions débouchant sur des dynamiques collectives (Albaladejo et Casabianca, 1997).

Expérimentation de cette recherche participative

Un contexte difficile : le territoire du Alto Sertão do Piauí e do Pernambuco

Le territoire du Alto Sertão du Piauí et du Pernambuco a une superficie de 4 698 km² (figure 1). La densité démographique est faible (5,2 à 14,4 hab/km²). Les indices de développe-

ment humain sont bas (IDH moyen de 0,65 – [Pnud, 2003]).

L'action collective y est rare. Certes, de nombreuses associations de producteurs existent au sein du territoire mais leur nombre résulte davantage d'une nécessité de se regrouper pour bénéficier d'aides financières du gouvernement que d'une volonté de développer des actions collectives. Contrainte par les pratiques clientélistes et le paternalisme du pouvoir politique local – particularités très présentes dans le Nordeste – la culture de la participation n'existe pas. L'administration publique dispose de peu de moyens et les informations disponibles sont rares.

La région a été choisie pour un projet pilote du « Fome Zero » (Faim Zéro), programme phare de lutte contre la pauvreté du premier mandat du président Lula. Ce projet pilote, mené par l'Embrapa (*Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária*, entreprise brésilienne de recherche agricole) en partenariat avec le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), s'est rapidement heurté à la contradiction entre une politique volontariste de transformation sociale, impulsée par l'État fédéral et une réalité locale, sociale et politique, peu propice au changement. Dans ce contexte, le projet a mis l'accent sur des dimensions de dialogue social (un

forum s'est progressivement transformé en instance de gestion), d'expérimentation sociale et technique et de formation (université paysanne pour de jeunes agriculteurs destinés à devenir animateurs de leur communauté).

Le forum : un lieu de concertation et de gouvernance

Lancé fin 2004, le forum constituait un espace de discussion et d'échange entre les acteurs locaux (Tonneau *et al.*, 2009). La notion d'acteurs fait référence à l'ensemble des parties prenantes (personnalités morales ou physiques) qui, à un titre ou un autre, sont concernées ou mobilisées par une question donnée. Le terme consacre la diversité des intervenants (résidents, élaborateurs de politiques, syndicats, associations, industriels, prestataires de service, collectifs de citoyens...) et définit, paradoxalement, un ensemble générique, dont la composition peut fortement varier d'une situation à l'autre. Dans le cas du territoire do Alto Sertão, ces acteurs ont été principalement les représentants des syndicats, des conseils municipaux, des associations, des communautés, des gouvernements municipaux, des institutions gouvernementales et des organisations non gouvernementales (ONG) présentes sur le territoire.

Les activités du forum, aux réunions mensuelles, ont d'abord porté sur une prospective territoriale rappelant les potentialités mais aussi les contraintes et les limitations du territoire. Elle a défini des grandes orientations d'actions. Très vite, avec la volonté d'ancrer les activités dans le concret, les discussions ont privilégié le montage de projets, tout d'abord entre les membres du forum, puis avec les partenaires des institutions techniques et financières.

Rapidement, la question de l'évolution du forum s'est posée. Deux options ont été débattues. L'une cherchait la préservation d'un espace neutre, le forum, permettant de discuter des politiques publiques et du développement pour le territoire. L'autre souhaitait la transformation du forum en une entité juridique, une arène, capable d'implanter des projets et de gérer des ressources humaines et financières. Les discussions ont amené

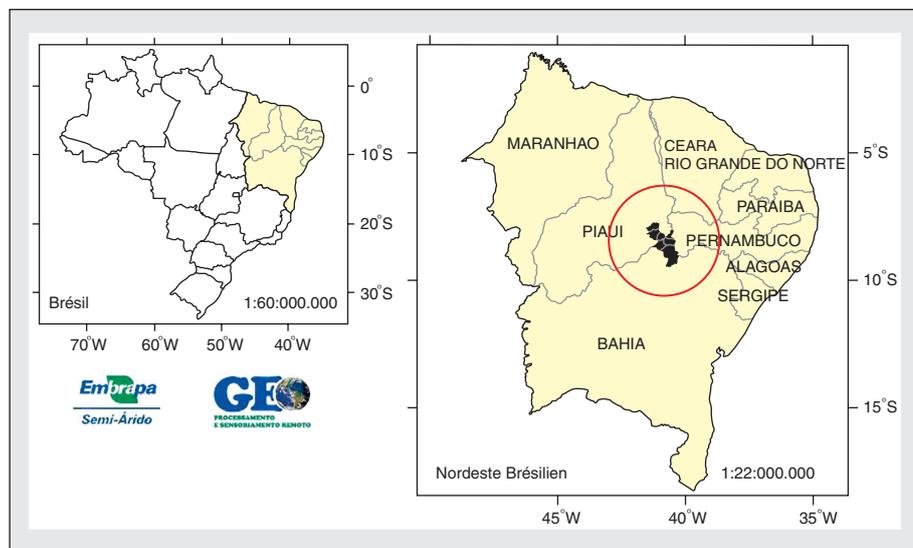


Figure 1. Localisation du territoire de « Alto Sertão do Piauí e Pernambuco ».

Figure 1. Situation of the Territory of the "Alto Sertão do Piauí e Pernambuco".

à maintenir le forum et, fin 2008, à créer le CINDER, le Consortium inter-municipal de développement rural du « Territoire du Alto Sertão Piauí-Per-nambouco ». Il s'agit d'un consortium de droit public, dans un modèle proche des communautés de communes, dirigé par les préfets. Un conseil consultatif réunit le président du forum et trois institutions publiques, dont l'Embrapa. C'est ce conseil qui garantit la relation avec le forum.

La création du consortium est trop récente pour pouvoir mesurer sa capacité à gérer de manière démocratique les ressources du territoire et à modifier les pratiques habituelles de gouvernance. Quelle légitimité aura le consortium ? Quels comportements auront les maires, notamment envers le représentant du forum ? Comment les propositions du forum seront-elles prises en compte ? Ces questions posent de manière concrète les relations entre démocratie participative et démocratie représentative, question centrale de l'évaluation des démarches du développement territorial.

L'expérimentation pour produire des connaissances

Parallèlement à la mise en place du forum, des expérimentations techniques ont été mises en œuvre pour produire des informations et des connaissances.

Inspirée des *Farmer Field Schools* de la FAO (Gallagher, 2003), l'expérimentation technique vise à renforcer la maîtrise technique des agriculteurs en développant leurs capacités d'innovation. L'esprit est proche des Centres d'études techniques agricoles (CETA), développés dans la France d'après la seconde guerre mondiale. Des groupes d'agriculteurs-expérimentateurs se retrouvent périodiquement autour d'un essai développé chez l'un d'entre eux. Le choix des expérimentations, le suivi, les résultats sont objets de discussions, d'échanges d'informations et de confrontations de savoirs. Les résultats sont analysés et adaptés à la réalité et à la diversité des situations. Les *Farmer Field Schools*, dans d'autres pays, ont eu un effet « boule de neige », par exemple en favorisant l'organisation d'achat d'intrants ou la commercialisation des produits. L'hypothèse est que, quel que soit le

thème initial, même modeste, son traitement de manière systémique permet d'amorcer un processus de développement. Cette exigence de formation et d'animation n'a pas été comprise par les chercheurs de l'Embrapa, trop marqués par le paradigme dominant de « création-diffusion linéaire » du changement technique. Les chercheurs voulaient transmettre leurs connaissances et savoirs, qu'ils pensaient être pertinents, eu égard à leur analyse de la situation. L'expérimentation n'était pas pour eux le support de processus d'apprentissage collectif où les acteurs locaux analysent les contextes et s'approprient, voire conçoivent, les adaptations nécessaires. Très vite, il est apparu nécessaire de favoriser l'émergence de capacités locales d'expérimentation. C'est dans cette perspective qu'en 2005, 30 jeunes agriculteurs ont été sélectionnés pour participer à une formation d'« agents du développement durable ».

La formation : construire des compétences pour le développement durable

La formation doit aller au-delà d'une simple qualification technique. Elle doit permettre aux bénéficiaires, d'une part, de comprendre la relation entre l'innovation, les systèmes de production et le territoire, et, d'autre part, d'identifier les nécessités d'adaptation et de les favoriser en mobilisant les moyens des politiques publiques (Caniello et Tonneau, 2006).

La formation est en alternance, en sessions bimensuelles de deux jours, entrecoupées d'activités expérimentales et d'accompagnement de projets individuels et collectifs. La formation s'étale sur 6 mois.

Suite à la formation, les « agents de développement durable » (Agentes de Desenvolvimento Sustentável - ADS) ont assumé deux rôles : agents de développement rural, et représentants au sein du forum des communautés de base auxquelles ils appartiennent. Progressivement, ils se sont organisés en association (l'Association des ADS) et ont créé, en partenariat avec les banques et les syndicats agricoles, une

agence d'assistance technique pour les producteurs ruraux.

L'expérience des ADS est une innovation dans le paysage de l'assistance technique au Brésil. Le gouvernement Lula a relancé l'assistance technique qui avait presque disparu dans les années 1990, sous la pression des politiques d'ajustement monétaire. Les programmes « Fome Zero » prévoyaient la mise en place d'une assistance technique, contrôlée par les partenaires sociaux et fournie par des entreprises publiques ou associatives, choisies par appels d'offres. L'agence d'assistance technique est perçue par l'État comme complémentaire à cette réforme. Elle peut ainsi bénéficier d'aides publiques.

Résultats et impacts

Le projet fonctionne depuis plus de cinq ans. Quelques chiffres en traduisent le succès : une trentaine de sessions du forum se sont tenues avec un public compris entre 70 et 100 personnes, 130 ADS ont été formées, plus de 200 projets Pronaf (Programme de financement de l'agriculture familiale) ont été élaborés, 35 expérimentations techniques ont été mises en place, 144 événements (séminaires, échange, réunions diverses, cours spécialisés) ont réuni 5 420 personnes, 15 institutions participent régulièrement au forum et 37 techniciens interviennent sur le territoire.

Mais au-delà du dynamisme réel, quelle a été la contribution de cette action au développement de la région ? Quelles compétences ont-elles été créées ? Quels dispositifs ont été mis en œuvre ? Et surtout quelles innovations sont-elles apparues ?

Les compétences développées

Une structure de formation relativement pérenne (elle dépend toujours de financement externe) s'est mise en place. Le renforcement des compétences individuelles est visible, bien sûr au niveau des ADS, mais aussi pour tous les participants au forum (Piroux *et al.*, 2008). Plus qu'un lieu d'animation, celui-ci devient un lieu de formation continue pour renforcer

la responsabilisation et la capacité de diagnostic et de planification des membres du comité de coordination et des comités municipaux.

Création de nouveaux dispositifs

Une instance de dialogue se perpétue. Le forum a rendu possible une action collective, qui a renforcé les dynamiques collectives des associations des communautés de base et en a suscité d'autres, comme celle des ADS. Le succès du forum tient en grande partie au choix d'alterner réflexion globale et réflexion sur des sujets concrets. Des actions « palpables » sont issues des débats : création du consortium (CINDER) et de l'agence technique, accord avec les banques pour la mise en œuvre de crédits spécifiques pour l'agriculture familiale (Pronaf).

Les contrats formels et informels, que ce soient entre les associations, les syndicats, les banques, les institutions d'État, les conseils et le forum, sont nombreux. Mais c'est le consortium intermunicipal qui a garanti « l'institutionnalisation » (Gaudin, 1999 ; Guesnier, 2004) permettant de réduire les tensions entre territoire de projet et territoire de gestion administrative, entre démocratie participative et démocratie représentative. Le forum reste un espace de discussion, qui émet des recommandations pour le développement du territoire.

Comment ces dispositifs permettent-ils l'innovation ?

Le processus a produit des connaissances nouvelles (zonage, états des situations hydriques, inventaires des projets...) qui ont servi de support à la formation des ADS et aux débats du forum. Cette information a été produite en fonction du projet territorial, selon les nécessités de son élaboration ou à la demande des acteurs chargés de sa mise en œuvre.

L'émergence, au sein du forum, des modèles d'agroécologie, de multifonctionnalité de l'agriculture et de pluriactivité des familles est aussi une innovation (Piroux *et al.*, 2008). Ces modèles sont innovants dans la mesure où ils proposent des solutions alternatives aux courants dominants,

prônant la modernisation des systèmes de production grâce aux intrants issus des dérivés pétroliers.

Du point de vue institutionnel, le forum a présenté des innovations dans la gestion publique et a fait reconnaître la participation de la société civile aux choix collectifs. Le couple « forum/consortium » est une invention pragmatique, issue d'ailleurs d'échanges d'expériences avec d'autres territoires. L'évolution des dispositifs, des débats (forum), de l'expérimentation technique (les *Farmer Field Schools*) et de la gouvernance (consortium) a permis de gérer les interactions entre les acteurs qui ont défini, ensemble, un projet collectif (Cattla, 2007).

Néanmoins, ces évolutions ne doivent pas masquer les jeux de pouvoir et les détournements des dispositifs (Pasquier et Weinstein, 2007). Dans le territoire, le poids des experts (les initiateurs du projet) « face » aux politiques a été déterminant pour imposer des habitudes partenariales et, d'une certaine manière, pour obliger les maires à modifier leurs pratiques.

Ce dernier point souligne l'importance des méthodes de l'ingénierie territoriale. C'est la qualité et la légitimité de la démarche d'ingénierie et, plus encore de ceux qui sont chargés de l'animer, qui permet l'articulation des acteurs institutionnels et des acteurs locaux.

Conclusion

Face à la complexité des situations, l'innovation apparaît comme essentielle dans les démarches de développement territorial. Mais la fragilité des savoirs tant aux niveaux local que global, doit convaincre les parties prenantes d'adopter une approche modeste qui passe d'abord par des processus de renforcement des compétences. Si le niveau d'éducation et le poids des décideurs locaux renforcent cette nécessité dans le Nordeste brésilien, l'éducation et la formation de compétences restent un besoin largement partagé dans les pays du Nord comme dans ceux du Sud, ce qui explique le succès en France de propositions tirées de l'université paysanne brésilienne (Tallon et Tonneau, 2009).

Le renforcement des compétences doit aller de pair avec le développement d'une capacité d'innovation en multipliant les expériences sociales. L'enjeu est bien de les multiplier, de les référencer, de les évaluer et de proposer leurs résultats dans les arènes de discussion des politiques publiques. Mais cette innovation n'a de réel impact que si elle est « institutionnalisée » dans des dispositifs de politique publique. La difficulté des collectivités territoriales à « sortir » de la pratique administrative autoritaire, de l'urgence, ou des échéances électorales, est préoccupante. Elle ouvre des perspectives intéressantes de recherche en matière d'invention de nouveaux instruments et dispositifs de l'action publique permettant d'organiser différemment les rapports politiques, les modalités de concertation et d'élaboration de l'intérêt général.

L'analyse de ces processus doit se faire en lien avec celle du jeu des acteurs, analyse trop absente au Brésil, mais si nécessaire pour comprendre les modes de construction de compromis qui passent par des phases de négociation, de convergences et de divergences (D'Aquino, 2002). Cela nécessite une mise en perspective des expériences, en cours et à venir, et des apports méthodologiques pour les comparer et en tirer des enseignements généraux. ■

Références

- Albaladejo C., Casabianca F, eds, 1997. *La recherche-action. Ambitions, pratiques, débats*. Paris : Inra éditions.
- Argyris C, Schön DA, 1978. *Organizational learning: A theory of action perspective*. Reading (Massachusetts États-Unis) : Addison-Wesley.
- Barthe-Baldellon L, Cassé MC, Cettolo H, Dascon F, Lagarde S. Besoins de compétences des agents de développement local. In: Albaladejo C, Auricoste C, Barthe-Baldellon L *et al.*, eds. *Les Cahiers de Médiations*. Toulouse : Inra-Sad, UMR « Dynamiques rurales », 2004.
- Benor D, Baxter M, 1984. *Training and Visit Extension*. Washington (DC) ; Rome : World Bank ; FAO, 1984.
- Bouilloud JP, 2000. Sciences sociales et demande sociale. Pour une méthodologie. *Sciences de la société (Production scientifique et demande sociale)* 49 : 167-78.
- Brundtland G, World Commission on Environment and Development, 1987. *Our common future*. Oxford : Oxford University Press.
- Caniello M, Tonneau JP, 2006. A pedagogia da universidade camponesa. *Cadernos Resab* 1 : 13-29.

- Cattla M, 2007. De la genèse d'une régulation territorialisée à l'émergence d'une gouvernance territoriale. In : Pasquier R, Simoulin V, Weinstein J, ed. *La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories*. Collection Droit et Société, vol. 44. Paris : LGDJ.
- Coudel E, Tonneau JP, 2010. How Can Information Contribute to Innovative Learning Processes ? Insight from a Farmer University in Brazil. *Agricultural Information Worldwide* 3 : 56-64.
- D'Aquino P, 2002. Le territoire entre espace et pouvoir: pour une planification territoriale ascendante. *L'Espace Géographique* (1): 3-23.
- Folke C, Colding J, Berkes F, 2003. Building resilience and adaptive capacity in social-ecological systems. In : Berkes F, Colding J, Folke C, eds. *Navigating Social-Ecological Systems*. Cambridge (Royaume Uni) : Cambridge University Press.
- Foray D, 2000. *L'économie de la connaissance*. Repères. Paris : éditions La Découverte.
- Gallagher K, 2003. Fundamental elements of a Farmer Field School. *LEISA - Low External Input and Sustainable Agriculture* 19: 5-6.[www.farmerfield-school.net/document_en/05_06.pdf].
- Gaudin JP, 1999. *Gouverner par contrat. L'action publique en question*. Paris : Presses de Sciences Politiques.
- Guesnier B, 2004. Gouvernance et performance des territoires. In : Guesnier B, Joyal A, eds. *Le développement territorial. Regards croisés sur la diversification et les stratégies*. Poitiers : Adicueer ; université de Poitiers.
- Hugon MA, Seibel C, 1988. *Recherches impliquées, Recherches action : Le cas de l'éducation*. Bruxelles : De Boeck université.
- Kemp R, Parto S, Gibson R, 2005. Governance for sustainable development: moving from theory to practice. *International Journal of Sustainable Development* 8 : 12-30.
- Laverack G, Labonte R, 2000. A planning framework for community empowerment goals within health promotion. *Health Policy Plan* 15 : 255-62.
- Leloup F, Moyart L, Pecqueur B, 2005. La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? *Géographie Economie Société* 4 : 321-32.
- Pasquier R, Weinstein J, 2007. La « gouvernance territoriale » : une perspective pragmatique. In : Pasquier R, Simoulin V, Weinstein J, eds. *La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories*. Collection Droit et Société, vol. 44. Paris : LGDJ.
- Piroux M, de Azevedo SG, Tonneau JP, de Araújo CR, 2008. Le consortium intermunicipal : un dispositif efficace de gouvernance territoriale ? Le cas d'une expérience dans le Nordeste du Brésil. In: ASRDLF, *Territoire et action publique territoriale : nouvelles ressources pour le développement régional*. Québec : CRDT-UQAR.
- Perrenoud P, 2004. *L'université entre transmission de savoirs et développement de compétences*. Congrès de l'enseignement universitaire et de l'innovation, Girona, 2004.[www.unige.ch/fapse/SSE].
- Pnud, 2003. Atlas du développement humain du Brésil. Brasília : Pnud (cédérom).
- Tallon H, Tonneau JP, 2009. *Accompagner les projets pluriactifs en contexte de précarité. Une expérience de formation/accompagnement à la création d'activités pluriactives menée dans le Haut Languedoc (Hérault)*. Troisième Journées de recherches en sciences sociales de la SFER, Montpellier, SFER, 2009. www.sfer.asso.fr/les_colloques2/les_colloques_passes/actes_3eme_journees_de_sciences_sociales
- Tonneau JP, Piroux M, Coudel E, de Azevedo SG, 2009. Évaluation du développement territorial comme processus d'innovation et d'institutionnalisation : le cas du Territoire du Alto Sertão do Piauí e Pernambuco au Nordeste du Brésil. *VertigO* 9 (3).
- Rostow W. *Les étapes de la croissance économique*. Paris : Le Seuil, 1960.
- Sen A, 2003. Development as capability expansion. In: Fukuda-Parr, Kumar S, eds. *Readings in Human Development*. Oxford (Royaume Uni) : Oxford University Press.
- Senge P, 1990. *The fifth discipline: the art and practice of the learning organization*. New York : Currency.
- Vasconcelos E (2004). *O poder que brota da dor e da opressão: empowerment, sua história, teorias e estratégias*. Rio de Janeiro (Brasil) : Paulus.
- Zarifian P, 2001. *Le modèle de la compétence*. Paris : éditions Liaisons.
- Zimmermann JB, 2002. "Grappes d'entreprises" et "petits mondes": une affaire de proximités ». *Revue Economique* 53 : 517-24.